



Liberté pour Tuna Altinel !

Solidarité avec les universitaires pour la paix en Turquie !

Notre collègue Tuna Altinel, maître de conférences en mathématique à l'Université Lyon 1, est incarcéré en Turquie, son pays d'origine, depuis le 11 mai, accusé de « propagande en faveur d'une organisation terroriste ». Tuna Altinel a été traduit devant la justice turque pour avoir signé le texte collectif des « universitaires pour la paix » en 2016, le jugement de son procès est attendu pour juillet. Mais il n'était pas interdit de séjour en Turquie, où il s'est rendu pour les vacances et s'est fait arrêter. Les autorités turques, qui ont déjà persécuté les « universitaires pour la paix » (697 des 2212 signataires sont passés devant un tribunal) n'ont pas supporté la participation de Tuna Altinel à une réunion publique de l'amicale kurde de Villeurbanne en février dernier.

Le gouvernement Erdogan persécute depuis des années les fonctionnaires, les journalistes, les enseignants et les intellectuels. Les universitaires et les chercheurs sont particulièrement visés : après l'écrivaine Asli Erdogan, après la sociologue Pinar Selek, en mars dernier la professeure émérite de science politique Füsün Üstel a été condamnée en appel à 15 mois de prison ferme. Le sort réservé aujourd'hui à Tuna Altinel va dans le même sens : tenter des procès individuels contre les « universitaires pour la paix », pour les donner en pâture à l'opinion et casser leur solidarité, les présentant comme des dangereux terroristes.

Le SNTRS-CGT a déjà eu l'occasion de travailler avec Tuna Altinel en 2017, lorsque nous avons lancé un appel à boycotter le TÜBITAK (Conseil de la recherche scientifique et technologique turc) et les universités complices des violations des droits et des libertés, qui ont procédé à des licenciements arbitraires. Tout récemment, c'est encore Tuna Altinel qui nous a avertis des actions de solidarité engagées en France pour la libération de Füsün Üstel notamment par l'association « Solidarité avec les Universitaires pour la Paix et Défense des Droits Humains en Turquie ». Tuna Altinel et tous les « universitaires pour la paix » honorent la profession et démontrent que le rôle des académiques est aussi dans les luttes pour la justice, la démocratie, la liberté des peuples, contre l'autoritarisme.

Le SNTRS-CGT s'associe aux nombreuses voix qui, en France, ont appelé à la libération de Tuna Altinel et des autres collègues incarcérés en Turquie. La place d'un universitaire est devant ses étudiants, non en prison. Le SNTRS-CGT affirme avec force que les libertés académiques, la liberté d'aller et venir, la liberté d'information et d'expression doivent être respectées sans souffrir aucune exception. Les procès expéditifs, les purges massives de fonctionnaires, les persécutions d'enseignants, de journalistes, de syndicalistes doivent immédiatement cesser.

Le SNTRS-CGT en appelle aux autorités françaises : après l'intervention du MESRI, celle du MAE est indispensable pour que Tuna Altinel puisse être libéré et rentre en France et pour qu'aucun autre collègue ne subisse un sort comparable au sien. La présence d'observateurs français ou internationaux lors des procès mis en place par le gouvernement turc est nécessaire. Le gouvernement français, si prompt à stigmatiser d'autres régimes qualifiés de tyranniques ou dictatoriaux, doit se montrer ferme face à la déferlante autoritaire qui a lieu en Turquie. La démocratie, les droits humains et les libertés académiques ne sont pas des options : ce sont des valeurs universelles.

Villejuif, le 21 mai 2019